

Au cours d'un récent Congrès de la SFIO, Andre PHILIP affirmait que "nous sommes dans un régime de transition qui n'est plus le capitalisme et n'est pas encore le socialisme". "Nous sommes, disait-il en train d'assister à une relève d'une classe sociale par une autre" et dans l'appel terminal, Le Congrès déclarait : "Depuis la Libération l'Europe est entrée dans une période de transition caractérisée à la fois par la nécessité des plans économiques nationaux, par la nationalisations d'industries de luxe et par l'accession des travailleurs aux responsabilités de gestion".

Les stalinien, pour leur part, considèrent que dans certains pays de l'Est de l'Europe, sur la base des nationalisations et surtout du contrôle par les militants communistes de nombreux postes dans l'appareil étatique se sont créés des États qui, de la même façon, ne sont ni bourgeois ni prolétariens : Ce sont les "démocraties populaires" (ou "démocraties nouvelles") dont DIMITROV, anciennement secrétaire de l'Internationale Communiste et présentement président du conseil bulgare, disait que "son avantage est que le passage au socialisme est rendu possible sans dictature du prolétariat".

Les "plans nationaux, chers à la SFIO, n'ont rien de commun avec la planification rentable, celle du socialisme. Cette dernière n'est possible que parcequ'elle a pour but, non la réalisation du profit mais la satisfaction des besoins et un développement harmonieux de l'appareil de production. Les plans capitalistes du type plan Monnet s'efforce de mettre un peu d'ordre dans le désordre capitaliste, mais se haurte constamment à la loi du profit, loi fondamentale du régime capitaliste. "L'accession des travailleurs aux responsabilités de gestion" est un leurre complet : des institutions du type de celle des "Comités d'Entreprise" n'ont jamais mis en question l'autorité du patron dans l'usine. Les nationalisations en régime capitaliste ne changent absolument pas le caractère de celui-ci. Les entreprises nationalisées restent capitalistes en ce sens qu'elles restent dominées par la recherche du profit et que leurs directions sont nommées par l'Etat, c'est à dire par les serviteurs du capital, ce qui explique que très souvent des banques ou des usines nationalisées ont été rendues au capital privé.

Les stalinien français pensaient oeuvrer pour "la démocratie nouvelle" en siégeant au Parlement et en plaçant leurs hommes dans l'appareil d'état bourgeois en les envoyant siéger dans les conseils d'administrations des entreprises nationalisées. Les ministres stalinien ont du quitter le gouvernement, fonctionnaires et administrateurs stalinien sont à leur tour limogés.

Il n'y a rien de fondamentalement différent dans les pays de l'est européen. Dans ces pays à la suite de la guerre et de la défaite, la bourgeoisie était si faible qu'elle n'a pas pu conserver entre ses mains l'appareil de répression qui est passé dans celle des stalinien. Mais ce dans la mesure même où ils brisaient l'action des masses travailleuses, où ils ne nationalisaient pas le sol et laissaient un important secteur privé industriel permettait au capitalisme de se forcer. Car le régime capitaliste sur le profit par tous ses pores et par là même renforce et développe le secteur privé. Il n'est pas étonnant qu'après avoir collaboré au gouvernement avec différentes